

F. 2002 — 3739

[C - 2002/28006]

5 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public en matière forestière

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment le titre XV « des subventions de la Région wallonne » inséré par le décret du 17 décembre 1992 et modifié par le décret du 16 février 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 relatif à l'octroi de subventions aux Administrations subordonnées en matière forestière;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juin 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces, donné le 10 octobre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 32.921/4, donné le 17 juin 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant le règlement (C.E.) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Considérant la nécessité d'exécuter sans délai les décisions prises par l'Union européenne;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, des subventions sont attribuées en matière forestière, aux provinces, communes, associations de communes, centres publics d'aide sociale, fabriques d'Eglise, propriétaires indivis ou non de boqueteaux, de bois et de forêts soumis au régime forestier ou de terres incultes qui leur sont accessoires.

Des subventions peuvent également être attribuées aux propriétaires indivis ou non propriétaires indivis ou non de droit publicisés à l'alinéa 1^{er}, qui procèdent au boisement de terres agricoles situées en zone agricole au plan de secteur.

Art. 2. Les travaux subventionnables sont proposés par les ingénieurs, chefs de cantonnement de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et décidés par les organes compétents des personnes de droit public propriétaires.

La décision est transmise à la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Art. 3. La liquidation des subventions est soumise aux conditions suivantes :

1° les travaux doivent être conformes aux prescriptions du devis admis par l'administration et avoir été exécutés endéans les deux quatre ans à compter de la décision ministérielle d'octroi de la subvention. Toutefois, le délai est réduit pour les travaux bénéficiant des taux augmentés dans le cadre des dispositions transitoires;

2° le propriétaire doit prendre l'engagement de ne pas vendre les terrains où ces travaux sont exécutés, ni de les défricher avant le terme fixé pour la première exploitation, sous peine du remboursement des subventions allouées réajustées sur base de l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui valable à la date du paiement de la subvention par la Région wallonne;

3° le dossier de liquidation est introduit par le propriétaire, il comprend en simple expédition :

a) la délibération sollicitant la liquidation des subventions, accompagnée de l'engagement prescrit au 2°;

b) la copie des pièces comptables, à savoir les factures acquittées et/ou les fiches de salaires pour les travaux effectués en régie;

c) le bordereau récapitulatif, certifié sincère et véritable par le propriétaire et visé par son receveur;

d) les attestations de certification officielle en matière de provenance dans le cas de régénération artificielle;

4° le montant subventionnable est plafonné au montant du devis et le taux de subvention est calculé par rapport au montant hors T.V.A. des travaux. Les travaux exécutés par la main-d'œuvre communale sont subventionnés sur la base d'un coût équivalent à celui obtenu par entreprise privée;

5° toute réception de plants est effectuée en présence de l'agent des forêts du ressort ou de son remplaçant. L'attestation de certificat officielle garantissant l'identité génétique de la provenance accompagnera les plants au moment de la fourniture.

CHAPITRE II. — Subventions à la régénération

Art. 4. Une subvention à la régénération naturelle ou artificielle d'espèces feuillues et résineuses est octroyée aux conditions suivantes :

1° l'espèce régénérée est mentionnée dans la liste des espèces subventionnées établie à l'annexe 1^{re};

2° l'espèce régénérée doit être adaptée à la station. Les essences figurant à l'annexe 1^{re} qui sont exclues par le "Fichier écologique des essences" édité par le Ministère de la Région wallonne ne peuvent être subsidiées.

Si pour une espèce, une aptitude stationnelle n'a pas été définie, une dérogation pourra être accordée par le Ministre ou son délégué.

Ne donne pas droit à une subvention toute régénération qui nécessiterait un drainage dans les secteurs suivants :

- a) sur une bande de 25 mètre de part et d'autre des cours d'eau;
- b) 15 mètres autour des sources et des zones de suintement;
- c) 100 mètres autour des puits de captages;
- d) 100 mètres autour des lacs de barrages;
- e) dans les sols à nappe d'eau permanente, les sols tourbeux ou paratourbeux;

3° la plantation de peupliers euraméricains et interaméricains est effectuée uniquement sur les terres agricoles situées en zone agricole au plan de secteur ou après une plantation de résineux;

4° en cas de régénération artificielle, les plants sont de provenance recommandable. Les provenances belges et étrangères sont mentionnées au "Dictionnaire des provenances recommandables des essences" édité par le Ministère de la Région wallonne. Si pour une espèce, il n'existe pas ou plus de provenance recommandable et si les plants sont issus de reproduction végétative, une dérogation pourra être accordée par le Ministre ou son délégué;

5° dans le cas d'une régénération en résineux, 10 % au moins de l'étendue de la parcelle devront être régénérés en feuillus subventionnés au taux qui leur est propre;

6° dans le cas d'une régénération en feuillus, sauf impossibilité stationnelle, la parcelle devra être constituée d'un minimum de 2 essences, l'essence principale ne pouvant excéder au-delà de 2 hectares plus de 75 % du nombre total de plants feuillus prévus;

7° en ce qui concerne les terres agricoles situées en zone agricole au plan de secteur, la surface minimale à boiser est fixée à 1 hectare, lorsque les terres n'ont pas au moins 1/4 de leur périmètre contigu à un boisement existant;

8° en cas de régénération artificielle, les nombres minimal et maximal de plants par are sont mentionnés à l'annexe 1^{re}.

Le Ministre ou son délégué est chargé d'assurer la publicité du "Fichier écologique des essences" et du "Dictionnaire des provenances recommandables des essences" édités par le Ministère de la Région wallonne.

Art. 5. Le tableau en annexe 1^{re} reprend les espèces subventionnées et pour chacune d'entre elles les nombres minimal et maximal de plants imposés par are.

Toutefois, le nombre minimal de plants peut être réduit, notamment si les plants possèdent une qualité génétique exceptionnelle, si des protections individuelles le justifient ou en complément d'une régénération naturelle.

Art. 6. Les régénérations naturelles ou artificielles d'espèces indigènes non reprises à l'annexe 1^{re} sont subsidiables pour des raisons culturelles ou d'amélioration de la biodiversité.

Le subside au taux propre à celui des autres feuillus conformément visés à l'article 8 § , alinéa 1^{er}, 2°, n'est accordé que pour un maximum de 20 % du nombre total des plants de la régénération de l'essence principale.

Art. 7. Les types de travaux subventionnables sont les suivants :

1° la préparation du terrain, sans utilisation de produits phytosanitaires, avant plantation ou régénération naturelle, le drainage superficiel et les produits phytosanitaires ne sont pas subventionnables;

2° l'achat des plants y compris le transport et la mise en jauge;

3° la plantation;

4° la protection contre le gibier au-delà de l'intervention qui incombe au chasseur par le cahier des charges des locations de chasse;

5° le regarnissage limité à 15 % du nombre de pieds plantés;

6° le dépressage;

7° les premiers dégagements mécaniques ou manuels à l'exclusion des dégagements chimiques;

8° les tailles de formation.

Art. 8. Les taux de subventions sont de :

1° 60 % pour les chênes indigènes et le hêtre. Le taux augmenté est de 80 %;

2° 37,50 % pour le douglas, les mélèzes, les autres feuillus y compris les espèces à vocation culturelle, à l'exception des chênes indigènes, des hêtres et des peupliers inter- et euraméricains. Le taux augmenté est de 50 %;

3° 22,5 % pour les peupliers inter- et euraméricains sur les terres agricoles situées en zone agricole au plan de secteur en zone agricole et après plantation de résineux ainsi que pour les résineux, à l'exception du douglas et des mélèzes. Le taux augmenté est de 30 %.

Les taux sont calculés par rapport à un montant hors T.V.A. de travaux plafonné à 3.500 euros par hectare €/ha (trois mille cinq cents euros par hectare); le montant plafonné est relevé à 6.000 euros par hectare €/ha (six mille euros par hectare), pour les chênes indigènes.

CHAPITRE III. — *Subvention pour l'amélioration de l'état sanitaire*

Art. 9. Une subvention, au taux propre au type d'essence, conformément à l'article 8, alinéa 1^{er}, est octroyée afin de lutter contre les insectes et champignons nuisibles à la forêt, pour effectuer des analyses de sols et appliquer des amendements visant à corriger des déséquilibres nutritionnels.

A titre temporaire, le taux de subventionnement est, en ce qui concerne le hêtre, porté à 100 % dans le cadre de la lutte contre ses parasites.

CHAPITRE IV. — *Subvention au nettoyage*

Art. 10. Une subvention au taux propre au type d'essence, conformément à l'article 8, alinéa 1^{er}, est octroyée pour réduire la densité des peuplements d'au moins 25 % avant 10 mètres de hauteur dominante.

CHAPITRE V. — *Subvention à l'élagage à grande hauteur*

Art. 11. Une subvention à l'élagage à grande hauteur pour les essences feuillues et résineuses est accordée si les conditions suivantes sont réunies :

1° les espèces concernées sont toutes les essences résineuses et feuillues qualifiées de haute tige à production de bois d'oeuvre;

2° les peuplements forestiers doivent être considérés comme étant économiquement d'avenir par l'administration forestière;

3° la longueur minimale élaguée à atteindre est de 6 mètres, tant pour les résineux que pour les feuillus;

4° seuls les élagages marchands, c'est-à-dire ceux permettant l'obtention ultérieure d'une bille ou d'une surbille nette de noeuds, sont subventionnables à l'exclusion de toute opération d'entretien ou d'élagage de pénétration;

5° les élagages seront réalisés avant que la circonférence des arbres élites à élaguer n'ait atteint au maximum 80 cm à 1,5 mètre de hauteur pour le douglas, les mélèzes et les peupliers et 60 cm pour les autres essences. L'élagage peut être réalisé en deux fois. Dans ce cas, la subvention portera sur la hauteur d'élagage de 2 à 6 mètres;

6° le diamètre maximum des branches rez-tronc à élaguer est fixé à 5 cm et à 7 cm, respectivement pour les résineux et les feuillus.

Art. 12. La subvention attribuée en vertu de l'article 11 est déterminées par le type d'essence, conformément à l'article 8, alinéa 1^{er}.

La subvention est calculée soit sur base duLe coût de l'élagage à subventionner ne peut excéder la somme soit sur base d'un montant de 2,5 € euros (deux euros cinquante cents) par arbre élagué pour les résineux et de 3 € euros (trois euros) par arbre élagué pour les feuillus, si le coût de l'élagage dépasse ces montants.

Le nombre maximum d'arbres subsidiables par hectare est fixé à 200 pour les résineux et 120 pour les feuillus.

CHAPITRE VI. — *Subvention à la création des voiries d'exploitation forestières*

Art. 13. Le taux de subvention pour la création de voirie forestière est fixé à 22,5 %. Le taux augmenté est de 30 %.

CHAPITRE VII. — *Subvention aux aménagements touristiques en forêt*

Art. 14. Sous réserve de l'application des articles 35 et 36 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les types de travaux suivants sont subventionnés au taux de 60 % le taux augmenté est étant de 80 % :

- 1° la création et l'équipement d'aires de repos et d'accueil y compris l'installation de pavillons, bancs, abris, panneaux d'information;

- 2° la signalisation, la création d'aires de stationnement, de sentiers didactiques, de pistes à l'intention des différents types d'utilisateurs de la forêt ainsi que le balisage;

- 3° la création et l'aménagement d'arboretums, de terrains de bivouac pour les mouvements de jeunesse.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires*

Art. 15. Pendant une période transitoire comprise entre la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté et le 31 mai 2006, les propriétaires bénéficieront des taux augmentés prévus aux articles 8, 14 et 15. Durant cette période, le délai d'exécution des travaux et de remise du dossier de liquidation auprès des ingénieurs chefs de cantonnement de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement est ramené à deux ans à compter de la décision ministérielle d'octroi de la subvention.

Pour être subventionné, tout dossier de liquidation doit parvenir à l'ingénieur chef de cantonnement de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement avant le 31 mai 2006.

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 relatif à l'octroi de subventions aux administrations subordonnées en matière forestière est abrogé.

Art. 17. Le Ministre qui a les Forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 septembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Annexe

TABLEAU — Espèces feuillues subventionnées

Nom		Nbr. de plants/are Min-Max
—		—
Alisier torminal	<i>Sorbus torminalis</i>	1 - 6
Aulne glutineux	<i>Alnus glutinosa</i>	10 - 20
Bouleau pubescent	<i>Betula pubescens</i>	10 - 20
Bouleau verruqueux	<i>Betula pendula</i>	10 - 20
Caryers	<i>Carya</i> sp	1 - 6
Charme commun	<i>Carpinus betulus</i>	10 - 25
Châtaignier	<i>Castanea sativa</i>	10 - 25
Chêne pédonculé	<i>Quercus robur</i>	10 - 25
Chêne rouge	<i>Quercus rubra</i>	10 - 25
Chêne rouvre	<i>Quercus petraea</i>	10 - 25
Erbable sycomore ou plane	<i>Acer pseudoplatanus</i> ou <i>platanoides</i>	10 - 20
Frêne commun	<i>Fraxinus excelsior</i>	10 - 20
Hêtre commun	<i>Fagus sylvatica</i>	25 - 33
Merisier	<i>Prunus avium</i>	10 - 20
Noyer commun	<i>Juglans regia</i>	1 - 6
Noyer hybride	<i>Juglans intermedia</i>	1 - 6
Noyer noir	<i>Juglans nigra</i>	1 - 6
Peuplier blanc	<i>Populus alba</i>	2 - 7
Peuplier grisard	<i>Populus canescens</i>	2 - 7
Peuplier noir	<i>Populus nigra</i>	2 - 7
Peuplier tremble	<i>Populus tremula</i>	2 - 7
Peupliers euraméricains	<i>Populus euramericana</i>	1 - 2
Peupliers interaméricains (1)	<i>Populus interamericana</i>	1 - 2
Robinier faux acacia	<i>Robinia pseudacacia</i>	10 - 20
Saule blanc	<i>Salix alba</i>	10 - 20
Sorbier des oiseleurs	<i>Sorbus aucuparia</i>	10 - 20
Thuya géant	<i>Thuya plicata</i>	16 - 20
Tilleul à grandes feuilles	<i>Tilia platyphyllos</i>	10 - 20
Tilleul à petites feuilles	<i>Tilia cordata</i>	10 - 20
Tulipier de Virginie	<i>Liriodendron tulipifera</i>	1 - 6

(1) Y compris les *trichocarpa*

TABLEAU — Espèces résineuses subventionnées

Nom		Nbr. de plants/are Min-Max
—		—
Douglas vert	<i>Pseudotsuga menziesii</i>	10 - 20
Epicéa commun	<i>Picea abies</i>	10 - 20
Epicéa de Sitka	<i>Picea sitchensis</i>	10 - 20
Mélèze d'Europe	<i>Larix decidua</i>	10 - 20

Nom		Nbr. de plants/are Min-Max
—		—
Mélèze du Japon	Larix kaempferi	6 - 20
Mélèze hybride	Larix eurolepis	6 - 20
Pin de Koekelare	Pinus nigra ssp. nigra var. Koekelare	16 - 25
Pin laricio de Corse	Pinus nigra ssp. Laricio var. corsicana	16 - 25
Pin noir d'Autriche	Pinus nigra ssp. nigra var. Austriaca	16 - 25
Pin sylvestre	Pinus sylvestris	16 - 25
Sapin de Vancouver	Abies grandis	10 - 20
Sapin noble	Abies procera	20 - 25
Sapin pectiné	Abies alba	20 - 25
Tsuga	Tsuga heterophylla	16 - 20

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 septembre 2002 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public en matière forestière.
Namur, le 5 septembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 3739

[C - 2002/28006]

5. SEPTEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen im Forstsektor

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, insbesondere des Titels XV "Zuschüsse der Wallonischen Region", eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992. und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 1995;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 1994 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Verwaltungen des Forstsektors;

Aufgrund des am 22. Juni 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Juli 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 10. Oktober 2001 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 17. Juni 2002 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 32.921/4;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Abänderung und Aufhebung bestimmter Verordnungen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die von der Europäischen Union gefassten Beschlüsse unverzüglich auszuführen;

Auf Vorschlag des Ministers der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel werden den Provinzen, Gemeinden, Gemeindeverbänden, öffentlichen Sozialhilfezentren, Kirchenfabriken, Miteigentümern oder alleinigen Eigentümern von bewaldeten Parzellen, Wäldern und Forsten, die der Forstordnung unterliegen, oder von anliegendem Brachland, Zuschüsse im Forstsektor gewährt.

Den in Absatz 1 angeführten Miteigentümern oder alleinigen Eigentümern, die landwirtschaftliche Flächen, die im Sektorenplan als Agrargebiet angegeben sind, bewalden, können ebenfalls Zuschüsse gewährt werden.

Art. 2 - Die bezuschussbaren Arbeiten werden von den Ingenieuren in ihrer Eigenschaft als Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt vorgeschlagen und von den zuständigen Instanzen der öffentlich-rechtlichen Eigentümer beschlossen.

Die Entscheidung wird der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt mitgeteilt.

Art. 3 - Die Auszahlung der Zuschüsse unterliegt folgenden Bedingungen :

1° die Arbeiten müssen den Vorschriften des von der Verwaltung zugelassenen Kostenvoranschlags entsprechen und innerhalb von vier Jahren ab dem Datum der ministeriellen Entscheidung zur Gewährung des Zuschusses durchgeführt werden. Bei Arbeiten, für die im Rahmen der Übergangsbestimmungen ein erhöhter Bezuschussungssatz angewandt wird, ist diese Frist jedoch kürzer;

2° der Eigentümer muss sich verpflichten, die Grundstücke, auf denen diese Arbeiten durchgeführt werden, weder zu verkaufen, noch gegen nicht bewaldete Grundstücke einzutauschen, noch sie vor dem für die erste Bewirtschaftung festgelegten Datum zu roden, unter Gefahr der Rückerstattung der aufgrund des Indexes der Verbraucherpreise angepassten Summe des gewährten Zuschusses, wobei als Grundindex der Index gilt, der zum Zeitpunkt der Zahlung des Zuschusses durch die Wallonische Region gültig war;

3° die Auszahlungsakte wird durch den Eigentümer eingereicht und enthält in einfacher Ausfertigung :

a) die Entscheidung, die Auszahlung der Zuschüsse zu beantragen sowie die Erklärung der unter Punkt 2° genannten Verpflichtung;

b) eine Abschrift der Buchhaltungsschriftstücke, d.h. die gezahlten Rechnungen und/oder die Lohnzettel für die in Stundenlohn durchgeführten Arbeiten;

c) eine zusammenfassende Aufstellung der Leistungen, durch den Eigentümer für ehrlich und wahrheitsgemäß erklärt und durch seinen Finanzprüfer unterzeichnet;

d) die Bescheinigungen der offiziellen Herkunftsnachweise im Fall einer künstlichen Regeneration;

4° der bezuschussbare Betrag ist auf den Betrag des Kostenvoranschlags begrenzt und der Zuschussatz wird gemäß dem Gesamtbetrag der Arbeiten (ohne MWSt.) berechnet. Die von den Gemeindearbeitern ausgeführten Arbeiten werden auf der Grundlage der Kosten bezuschusst, die bei einer Ausführung der Arbeiten durch ein Privatunternehmen entstehen würden;

5° jede Entgegennahme von Pflanzengut ist in Gegenwart des Beamten der Forstverwaltung des Bezirks oder seines Stellvertreters durchzuführen. Die Bescheinigung des offiziellen Herkunftsnachweises, die die genetische Identität der Herkunft garantiert, ist dem Pflanzengut bei der Lieferung beizufügen.

KAPITEL II — Zuschüsse für die Regeneration

Art. 4 - Für die natürliche oder künstliche Regeneration von Laub- und Nadelbaumarten wird unter folgenden Bedingungen ein Zuschuss gewährt :

1° die regenerierte Baumart wird in der in Anlage 1 angeführten Liste der bezuschussten Baumarten erwähnt;

2° die regenerierte Baumart muss an die Station angepasst sein. Die in Anlage 1 angeführten Baumarten, die durch die vom Ministerium der Wallonischen Region herausgegebenen "Ökologische Datei der Arten" ausgeschlossen wurden, können nicht bezuschusst werden.

Wenn für eine bestimmte Baumart keine stationsbezogene Eignung festgelegt wurde, kann durch den Minister oder seinen Stellvertreter eine Ausnahmeerlaubnis gewährt werden.

Jegliche Regeneration, die in den nachfolgenden Gebieten eine Entwässerung notwendig machen würde, ist nicht bezuschussbar :

a) auf einem 25 Meter breiten Landstreifen an beiden Seiten eines Wasserlaufs;

b) in einem Umkreis von 15 Metern rund um Quellen und Versickerungszonen;

c) in einem Umkreis von 100 Metern rund um Fassungsbrunnen;

d) in einem Umkreis von 100 Metern rund um Stauseen;

e) in den Böden mit einem ständigen Wasservorkommen, sowie den torfhaltigen und torfähnlichen Böden;

3° Die Anpflanzung von euroamerikanischen und interamerikanischen Pappeln wird ausschließlich auf landwirtschaftlichen Flächen, die im Sektorenplan als Agrargebiet angegeben sind, oder nach einer Bewaldung durch Nadelhölzer durchgeführt;

4° bei einer künstlichen Regeneration muss das Pflanzengut empfehlenswerter Herkunft sein. Die belgischen und ausländischen Herkünfte sind in dem vom Ministerium der Wallonischen Region herausgegebenen "Lexikon der empfehlenswerten Herkünfte der Arten" aufgeführt. Wenn es für eine Baumart keine empfehlenswerte Herkunft gibt bzw. mehr gibt oder wenn das Pflanzengut aus vegetativer Fortpflanzung stammt, kann der Minister oder sein Stellvertreter eine Ausnahmeerlaubnis gewähren;

5° bei einer Regeneration von Nadelholzbeständen, sind wenigstens 10% der Fläche der Parzelle durch Laubbaumarten zu regenerieren, die zu dem für sie vorgesehenen Satz bezuschusst werden;

6° bei einer Regeneration von Laubholzbeständen, sollten in der Parzelle wenigstens zwei Arten vertreten sein, wobei die wichtigste Baumart über 2 Ha hinaus nicht mehr als 75 % des gesamten vorgesehenen Pflanzenguts der Laubbaumarten ausmachen darf, außer in den Fällen, in denen die stationsbezogenen Bedingungen dies nicht zulassen;

7° für die landwirtschaftlichen Flächen, die im Sektorenplan als Agrargebiet angegeben sind, wird die zu bepfanzende Mindestfläche auf 1 Hektar festgelegt, wenn nicht wenigstens 1/4 ihres Perimeters an eine bestehende Pflanzung grenzt;

8° für die künstliche Regeneration wird die Mindest- und die Höchstanzahl Jungpflanzen pro Ar in der Anlage 1 angegeben.

Der Minister oder sein Stellvertreter hat dafür Sorge zu tragen, dass die "Ökologische Datei der Arten" und das "Lexikon der empfehlenswerten Herkünfte der Arten", die beide vom Ministerium der Wallonischen Region herausgegeben werden, der Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden.

Art. 5 - Die in der Anlage 1 angeführte Tabelle umfasst die bezuschussten Arten und für jede dieser Arten die Mindest- und die Höchstanzahl Jungpflanzen, die pro Ar zu pflanzen sind.

Die Mindestanzahl Jungpflanzen kann jedoch verringert werden, unter anderem wenn sie von außergewöhnlicher genetischer Qualität sind, wenn individuelle Schutzmaßnahmen dies rechtfertigen oder um eine natürliche Regeneration zu vervollständigen.

Art. 6 - Aus Gründen der Baumkultur und der Verbesserung der Biodiversität sind die natürlichen oder künstlichen Regenerationen von nicht in Anlage 1 angeführten heimischen Baumarten bezuschussbar.

Die Bezuschussung zu dem in Artikel 8, Absatz 1, 2° für die übrigen Laubbaumarten angeführten Bezuschussungssatz wird jedoch für maximal 20% der Gesamtanzahl der Jungpflanzen der Regeneration der wichtigsten Art gewährt.

Art. 7 - Folgende Arten von Arbeiten sind bezuschussbar :

1° die Vorbereitung des Bodens vor der Anpflanzung oder der natürlichen Regeneration, ohne Einsatz von Pflanzenschutzmitteln;

2° der Ankauf von Jungpflanzen, einschließlich der Transport und die Aufbewahrung im Einschlag;

3° die Anpflanzung;

4° der Schutz gegen Wildschäden, über die den Jägern auf Grundlage des Lastenhefts für Jagdpachten obliegenden Interventionen hinaus;

5° die Wiederauffüllung bis zu 15% der Anzahl gesetzter Jungpflanzen;

6° die Auflichtung;

7° die ersten mechanischen oder manuellen Auflockerungen, mit Ausnahme der chemischen Auflockerungen;

8° der Erziehungsschnitt.

Art. 8 - Die Bezuschussungssätze sind folgendermaßen aufgliedert :

1° 60% für einheimische Eichen und die Buche. Der erhöhte Satz beträgt 80%;

2° 37,50% für die Douglasie, die Lärche, die übrigen Laubbaumarten, einschließlich der Anbauarten, mit Ausnahme der einheimischen Eiche, der Buche und der inter- und euramerikanischen Pappel. Der erhöhte Satz beträgt 50%;

3° 22,5% für die inter- und euramerikanische Pappel auf landwirtschaftlichen Flächen, die im Sektorenplan als Agrargebiet angegeben sind, oder nach einer Bewaldung durch Nadelhölzer sowie für die Nadelhölzer, mit Ausnahme der Douglasie und der Lärche. Der erhöhte Satz beträgt 30 %.

Die Bezuschussungssätze werden unter Berücksichtigung eines auf 3.500 Euro/Ha (dreitausendfünfhundert Euro pro Hektar) begrenzten Betrags (ausschl. MWSt.) berechnet; dieser Höchstbetrag wird auf 6.000 Euro/Ha (sechstausend Euro pro Hektar) angehoben für die einheimische Eiche.

KAPITEL III — Zuschuss für die Verbesserung des Gesundheitszustandes

Art. 9 - Ein Zuschuss zu dem gemäß Artikel 8, Absatz 1 für die jeweilige Baumart vorgesehenen Bezuschussungssatz wird gewährt, um die dem Wald schadenden Insekten und Pilze zu bekämpfen, um Bodenanalysen durchzuführen und um Anpassungen vorzunehmen, mit dem Ziel nährstoffbezogene Ungleichgewichte auszugleichen.

Im Rahmen der Schädlichungskämpfung bei der Buche wird der Bezuschussungssatz vorübergehend auf 100% angehoben.

KAPITEL IV — Zuschuss für die Säuberung des Bestands

Art. 10 - Ein Zuschuss zu dem gemäß Artikel 8, Absatz 1 für die jeweilige Baumart vorgesehenen Bezuschussungssatz wird gewährt, um die Dichte der Bestände um wenigstens 25% zu verringern, bevor die dominierende Stammhöhe 10 Meter erreicht hat.

KAPITEL V — Zuschuss für die Ausästung in großer Höhe

Art. 11 - Ein Zuschuss für die Ausästung in großer Höhe für Nadel- und Laubbaumarten wird gewährt, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind :

1° bei den betreffenden Arten handelt es sich ausnahmslos um zur Nutzholzproduktion geeignete hochstämmige Nadel- und Laubbaumarten;

2° der Waldbestand muss durch die Forstverwaltung als wirtschaftlich zukunftsfruchtig angesehen werden;

3° sowohl für die Nadel- als auch für die Laubhölzer beträgt die auszuästende Mindestlänge 6 Meter;

4° Nur die gewerbsmäßigen Ausästungen, d.h. solche, die später die Gewinnung knotenfreier Stammober- und unterteile ermöglichen, können bei einer Bezuschussung berücksichtigt werden, und zwar mit Ausnahme jeglichen Unterhaltungsvorganges oder einer Durchdringungsausüstung;

5° Die Ausüstung hat zu erfolgen, bevor die auszuästenden tüchtigsten Bäume einen Höchstumfang von 80 cm in 1,5 m Höhe im Falle der Douglasie, Lärche und Pappel sowie 60 cm für alle anderen Baumarten erreicht haben. Die Ausüstung kann in zwei Abschnitten durchgeführt werden. In diesem Fall bezieht sich der Zuschuss auf eine Ausüstungshöhe von 2 bis 6 Metern;

6° der Höchstdurchmesser der in auszuästender Stammhöhe befindlichen Äste ist jeweils für die Nadel- und die Laubhölzer auf 5 bzw. 7 cm festgesetzt.

Art. 12 - Für den auf der Grundlage des Artikels 11 gewährten Zuschuss wird der Bezuschussungssatz gemäß Artikel 8, Absatz 1 je nach Baumart festgelegt.

Der Zuschuss wird entweder auf der Grundlage der Kosten für die Ausästung berechnet, oder auf der Grundlage eines Pauschalbetrags von 2,5 Euro (zwei Euro fünfzig Cent) je ausgeästeten Baum für das Nadelholz und von 3 Euro (drei Euro) je ausgeästeten Baum für das Laubholz, wenn die Kosten der Ausästungen diese Beträge übersteigen.

Die Höchstanzahl bezuschussbarer Bäume je Hektar wird auf 200 für das Nadelholz und 120 für das Laubholz festgelegt.

KAPITEL VI — Zuschuss für das Anlegen von Waldwegen

Art. 13 - Der Bezuschussungssatz für das Anlegen von Waldwegen wird auf 22,5 % festgelegt. Der erhöhte Satz beträgt 30%.

KAPITEL VII — Zuschuss für die Schaffung touristischer Infrastruktur in Waldgebieten

Art. 14 - Vorbehaltlich der Anwendung der Artikel 35 und 36 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, werden die folgenden Arbeiten in Höhe von 60 % bezuschusst, wobei der erhöhte Satz 80% beträgt :

- 1° das Anlegen und die Ausrüstung von Ruhe- und Empfangsstellen, einschließlich das Errichten von Pavillons, Bänken, Schutzmöglichkeiten und Informationstafeln;
- 2° die Signalisierung, die Schaffung von Parkmöglichkeiten, von Lernpfaden, von Wegen für die verschiedenen Benutzer des Waldes sowie die Markierung;
- 3° die Schaffung und Ausarbeitung von Arboretums und von Zeltplätzen für Jugendgruppen.

KAPITEL VIII — Übergangsbestimmungen

Art. 15 - Während einer Übergangsphase zwischen dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* und dem 31. Mai 2006 wird den Eigentümern der in den Artikeln 8, 14 und 15 angeführte erhöhte Satz gewährt. Während dieser Zeit wird die Frist für die Ausführung der Arbeiten und das Einreichen der Auszahlungsakte bei den Ingenieuren-Forstamtleitern der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt auf zwei Jahre beschränkt ab dem Datum des Ministerialbeschlusses, den Zuschuss zu gewähren.

Damit der Zuschuss gewährt werden kann, ist jede Auszahlungsakte dem Ingenieur-Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt vor dem 31. Mai 2006 zu übermitteln.

KAPITEL IX — Aufhebende und abschließende Bestimmungen

Art. 16 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 1994 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Verwaltungen des Forstsektors wird aufgehoben.

Art. 17 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeit die Wälder gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. September 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Anlage

TABELLE - Bezuschusste Laubbaumarten

Name	Anzahl Jungpflanzen/Ar Min-Max
—	—
Elsbeerbaum	Sorbus torminalis 1 - 6
Schwarzerle	Alnus glutinosa 10 - 20
Moorbirke	Betula pubescens 10 - 20
Weißbirke	Betula pendula 10 - 20
Hickorybaum	Carya sp 1 - 6
Weißbuche	Carpinus betulus 10 - 25
Edelkastanie	Castanea sativa 10 - 25
Stieleiche	Quercus robur 10 - 25
Roteiche	Quercus rubra 10 - 25
Wintereiche	Quercus petraea 10 - 25
Bergahorn oder Spitzahorn	Acer pseudoplatanus oder platanoides 10 - 20

Esche	<i>Fraxinus excelsior</i>	10 - 20
Rotbuche	<i>Fagus sylvatica</i>	25 - 33
Süßkirsche	<i>Prunus avium</i>	10 - 20
Gemeiner Walnussbaum	<i>Juglans regia</i>	1 - 6
Hybridwalnussbaum	<i>Juglans intermedia</i>	1 - 6
Schwarzer Walnussbaum	<i>Juglans nigra</i>	1 - 6
Silberpappel	<i>Populus alba</i>	2 - 7
Graupappel	<i>Populus canescens</i>	2 - 7
Schwarzpappel	<i>Populus nigra</i>	2 - 7
Zitterpappel	<i>Populus tremula</i>	2 - 7
Euramerikanische Pappel	<i>Populus euramericana</i>	1 - 2
Interamerikanische Pappel (1)	<i>Populus interamericana</i>	1 - 2
Scheinakazie	<i>Robinia pseudacacia</i>	10 - 20
Silberweide	<i>Salix alba</i>	10 - 20
Vogelbeerbaum	<i>Sorbus aucuparia</i>	10 - 20
Riesenlebensbaum	<i>Thuja plicata</i>	16 - 20
Sommerlinde	<i>Tilia platyphyllos</i>	10 - 20
Winterlinde	<i>Tilia cordata</i>	10 - 20
Tulpenbaum	<i>Liriodendron tulipifera</i>	1 - 6

(1) einschließlich *Trichocarpa*

TABELLE - Bezuschusste Nadenbaumarten

Name		Anzahl Jungpflanzen/Ar Min - Max
		—
Douglasie	<i>Pseudotsuga menziesii</i>	10 - 20
Fichte	<i>Picea abies</i>	10 - 20
Sitkafichte	<i>Picea sitchensis</i>	10 - 20
Europäische Lärche	<i>Larix decidua</i>	10 - 20
Japanische Lärche	<i>Larix kaempferi</i>	6 - 20
Hybridlärche	<i>Larix eurolepis</i>	6 - 20
Koekelarekiefer	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>nigra</i> var. <i>Koekelare</i>	16 - 25
Korsische Kiefer	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>Laricio</i> var. <i>corsicana</i>	16 - 25
Schwarzkiefer	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>nigra</i> var. <i>Austriaca</i>	16 - 25
Waldkiefer	<i>Pinus sylvestris</i>	16 - 25
Großtanne	<i>Abies grandis</i>	10 - 20
Edeltanne	<i>Abies procera</i>	20 - 25
Weißtanne	<i>Abies alba</i>	20 - 25
Hemlockstanne	<i>Tsuga heterophylla</i>	16 - 20

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. September 2002 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen im Forstsektor beigelegt zu werden.

Namur, den 5. September 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

N. 2002 — 3739

[C — 2002/28006]

5 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van toelagen inzake bosbeleid aan publiekrechtelijke personen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op titel XV "Toelagen van het Waalse Gewest", ingevoegd bij het decreet van 17 december 1992 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 1995;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen inzake bosbeleid aan de plaatselijke besturen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juni 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2001;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 10 oktober 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 32.921/4, gegeven op 17 juni 2002, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Fonds Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en intrekking van een aantal verordeningen;

Overwegende dat de door de Europese Unie genomen beslissingen zo spoedig mogelijk uitgevoerd moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten worden toelagen inzake bosbeleid toegekend aan de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, kerkfabrieken, al dan niet mede-eigenaren van bosjes, bossen en wouden die onder het bosstelsel vallen, of van bijhorende onbebouwde grond.

Er kunnen ook toelagen verleend worden aan de al dan niet mede-eigenaars bedoeld in het eerste lid voor de bebossing van landbouwgrond die overeenkomstig het gewestplan in een landbouwgebied ligt.

Art. 2. De subsidieerbare werken worden voorgesteld door de ingenieurs houtvesterijhoofden van de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en bepaald door de bevoegde organen van de publiekrechtelijke personen die eigenaar zijn.

De beslissing wordt overgemaakt aan de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. 3. De toelagen worden verleend onder de volgende voorwaarden :

1° de werken voldoen aan de voorschriften van het door de administratie aangenomen bestek en worden uitgevoerd binnen vier jaar, te rekenen van de datum van het ministerieel besluit tot toekenning van de toelage. Die termijn wordt evenwel ingekort voor werken die overeenkomstig de overgangsbepalingen in aanmerking komen voor verhoogde percentages;

2° de eigenaar verbindt zich ertoe de terreinen waarop die werken uitgevoerd worden niet te verkopen, noch te ruilen voor onbeboste terreinen, noch te ontginnen vóór de datum die voor de eerste exploitatie vastgelegd is, op straffe van terugbetaling van het bedrag van de verleende toelagen, aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, waarbij het basisindexcijfer gelijk is aan het basisindexcijfer van kracht op de dag van de betaling van de toelage door het Waalse Gewest;

3° het betalingsdossier wordt door de eigenaar ingediend en bevat één exemplaar van :

a) de beraadslaging waarbij de betaling van de toelagen wordt aangevraagd, vergezeld van de verbintenis bedoeld in 2°;

b) een afschrift van de boekstukken, meer bepaald de gekwiteerde facturen en/of de loonfiches voor de werken uitgevoerd in regie;

c) de samenvattende lijst, waar en echt verklaard door de eigenaar en ondertekend door zijn ontvanger;

d) de bewijzen van officiële certificatie inzake herkomst in geval van kunstmatige verjonging;

4° het subsidieerbare bedrag is niet hoger dan het bedrag van het bestek en het percentage van de toelage wordt berekend op basis van de kostprijs van de werken, excl. BTW. De werken uitgevoerd door gemeentelijke werknemers worden gesubsidieerd op basis van een kostprijs gelijk aan die verkregen via een privé bedrijf;

5° de planten worden in ontvangst genomen in aanwezigheid van de bosbeambte van het gebied of van diens plaatsvervanger. Bij hun levering gaan de planten vergezeld van het bewijs van de officiële certificatie die de genetische identiteit van hun herkomst garandeert.

HOOFDSTUK II. — *Toelagen voor de verjonging*

Art. 4. De toekenning van een toelage voor de natuurlijke of kunstmatige verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1° de verjongde soort staat op de in bijlage I opgenomen lijst van de gesubsidieerde soorten;

2° de verjongde soort wordt aan het station aangepast. De in bijlage I vermelde soorten die niet voorkomen op de door het Ministerie van het Waalse Gewest uitgegeven "Fichier écologique des essences", komen niet in aanmerking voor toelagen.

Indien voor een soort een stationele geschiktheid niet is vastgesteld, kan de Minister of diens afgevaardigde een afwijking toestaan.

Er wordt geen toelage toegekend voor verjongingen die een drainering vereisen in de volgende sectoren :

a) over een strook van 25 meter aan weerskanten van de waterlopen;

b) 15 meter rondom de bronnen en de sijnzelen;

c) 100 meter rondom de winputten;

d) 100 meter rondom de stuwdammen;

e) in gronden met een vaste grondwaterlaag, in veenachtige- of paraveenachtige gronden;

3° euramerikaanse en interamerikaanse populieren worden uitsluitend geplant op landbouwgrond die overeenkomstig het gewestplan in een landbouwgebied ligt of na een aanplanting van naaldboomsoorten;

4° in geval van kunstmatige verjonging zijn de planten van betrouwbare herkomst. De Belgische en buitenlandse herkomsten worden vermeld in de "Dictionnaire des provenances recommandables des essences", uitgegeven door het Ministerie van het Waalse Gewest. Als de herkomst van een soort niet of niet meer betrouwbaar is en als de planten uit een vegetatieve reproductie voortkomen, kan de Minister of diens afgevaardigde een afwijking toestaan;

5° in geval van verjonging in naaldboomsoorten wordt minstens 10 % van de perceeloppervlakte verjongd met loofboomsoorten, gesubsidieerd tegen het percentage dat hen toekomt;

6° in geval van verjonging in loofboomsoorten is het perceel, behalve indien stationeel onmogelijk, beplant met minstens 2 soorten, waarbij het aantal planten van de voornaamste soort boven 2 ha niet hoger mag zijn dan 75 % van het voorziene totaal aantal loofbomen;

7° wat betreft de landbouwgronden die overeenkomstig het gewestplan in een landbouwgebied liggen, wordt de te beplanten minimale oppervlakte per ha vastgelegd als minstens 1/4 van hun perimeter niet naast een bestaande bebouwing ligt;

8° in geval van kunstmatige verjonging worden het minimum- en het maximaal aantal planten per are in bijlage vermeld.

De Minister of diens afgevaardigde is belast met de openbaarmaking van de "Fichier écologique des essences" en van de "Dictionnaire des provenances recommandables des essences", die door het Ministerie van het Waalse Gewest uitgegeven worden.

Art. 5. De tabel in bijlage I vermeldt de gesubsidieerde soorten en voor elke soort het verplichte minimum- en maximaal aantal planten per are.

Het minimumaantal planten kan echter verminderd worden, meer bepaald als de planten een buitengewone genetische kwaliteit hebben, als de individuele beschermingen het rechtvaardigen of ter aanvulling van een natuurlijke verjonging.

Art. 6. De natuurlijke of kunstmatige verjongingen van inheemse soorten die niet in bijlage I vermeld worden, zijn subsidieerbaar om bebouwingsredenen of om de biodiversiteit te verbeteren.

De toelage tegen het percentage van de toelage voorzien voor de loofboomsoorten bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2°, wordt slechts toegekend voor maximum 20 % van het totaal aantal planten die bestemd zijn voor de verjonging van de voornaamste soort.

Art. 7. Er worden toelagen verleend voor de volgende soorten werken :

1° de voorbereiding van het terrein vóór de aanplanting of de natuurlijke verjonging, zonder gebruik te maken van fytosanitaire producten;

2° de aankoop van planten, m.i.v. het vervoer en het greppelen;

3° de aanplanting;

4° de bescherming tegen wild, bovenop de interventie die aan de jager wordt opgelegd door het lastenboek van de jachtlocaties;

5° de aanvulling, beperkt tot 15 % van het aantal geplante stelen;

6° de zuivering;

7° de eerste mechanische of met handkracht uitgevoerde opruimingen, met uitzondering van de chemische opruimingen;

8° de vormingssnoei.

Art. 8. De toelagepercentages zijn de volgende :

1° 60 % voor de inheemse eiken en de beuken. Het verhoogde percentage is 80 %;

2° 37,50 % voor de douglassen, de lorken, de loofboomsoorten, m.i.v. de voor bebouwing bestemde soorten, met uitzondering van de inheemse eiken, de beuken, de inter- en euramerikaanse populieren. Het verhoogde percentage is 50 %;

3° 22,5 % voor de inter- en euramerikaanse populieren op landbouwgronden die overeenkomstig het gewestplan in een landbouwgebied liggen en na aanplanting van naaldboomsoorten, douglassen en lorken uitgezonderd. Het verhoogde percentage is 30 %.

De percentages worden berekend op basis van een bedrag, excl. BTW, voor werken tot maximum 3.500 euro per hectare (drieduizend vijfhonderd euro per hectare); het maximumbedrag wordt verhoogd tot 6.000 euro per hectare (zesduizend euro per hectare) voor inlandse eiken.

HOOFDSTUK III. — *Toelage voor de verbetering van de sanitaire toestand*

Art. 9. Overeenkomstig artikel 8, eerste lid, wordt een toelage verleend tegen het percentage voorzien voor de betrokken soort om schadelijke insecten en paddestoelen te bestrijden, bodemanalyses uit te voeren en amendementen toe te passen ten einde nutritionele wanverhoudingen te verhelpen.

Voor beuken wordt het toelagepercentage tijdelijk op 100 % gebracht om parasieten te bestrijden.

HOOFDSTUK IV. — *Toelage voor de zuivering*

Art. 10. Overeenkomstig artikel 8, 1, wordt een toelage verleend tegen het percentage voorzien voor de betrokken soort om de populatiedichtheid met minstens 25 % te verminderen onder 10 meter dominerende hoogte.

HOOFDSTUK V. — *Toelage voor de snoeiing op hoge hoogte*

Art. 11. De loofboom- en naaldboomsoorten komen in aanmerking voor een toelage voor snoeiing op hoge hoogte als de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de bedoelde soorten zijn al de hoogstammige naaldboom- en loofboomsoorten bestemd voor de productie van timmerhout;

2° het bosbestand heeft een economische toekomst;

3° de te bereiken gesnoeide lengte bedraagt minimum 6 meter, zowel voor de naaldboom- als voor de loofboomsoorten;

4° alleen snoeiingen voor de handel, m.a.w. snoeiingen waardoor knoestvrije stammen of bovenstammen verkregen kunnen worden, komen in aanmerking voor een toelage, met uitzondering van alle onderhouds- en sleunwerken;

5° de snoeiingen worden uitgevoerd vooraleer de omtrek van de te snoeien elitebomen op een hoogte van 1,5 meter maximum 80 cm bereikt heeft voor de douglas, de lork en de populier en 60 cm voor de andere soorten.

De snoeiing kan in twee beurten uitgevoerd worden. In dat geval slaat de toelage op een snoeihoogte van 2 à 6 meter;

6° de maximale diameter van de langs de stam te snoeien takken wordt voor de naaldboom- en loofboomsoorten vastgelegd op respectievelijk 5 cm en 7 cm.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 8, eerste lid, wordt de krachtens artikel 11 toegekende toelage al naar gelang de soort bepaald.

De toelage wordt berekend hetzij op basis van de snoeiprijs, hetzij op basis van een bedrag van 2,5 euro (twee euro vijftig) per gesnoeide boom voor de naaldboomsoorten en 3 euro (drie euro) per gesnoeide boom voor de loofboomsoorten, als de snoeiprijs die bedragen overschrijdt.

Het aantal subsidieerbare bomen per hectare wordt vastgelegd op 200 voor de naaldboomsoorten en op 120 voor de loofboomsoorten.

HOOFDSTUK VI. — *Toelage voor de aanleg van wegen voor bosexploitatie*

Art. 13. Het toelagepercentage voor de aanleg van boswegen wordt vastgelegd op 22,5 %. Het verhoogde percentage is 30 %.

HOOFDSTUK VII. — *Toelage voor toeristische bosinrichtingen*

Art. 14. Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 35 en 36 van het Waalse wetboek voor ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, worden de volgende werken voor 60 % gesubsidieerd en is het verhoogde percentage 80 % :

1° de bouw en de uitrusting van rust- en onthaalpunten, m.i.v. paviljoenen, banken, schuilplaatsen, informatiepanelen;

2° de signalisatie, de aanleg van parkeerruimtes, didactische paden, bospaden voor de diverse bosgebruikers en de bebakening ervan;

3° de aanleg van arboretums, bivakterreinen voor jeugdbewegingen.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 15. Tijdens de overgangperiode tussen de datum van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en 31 mei 2006 genieten de eigenaars de verhoogde percentages bedoeld in de artikelen 8, 14 en 15. Gedurende die periode wordt de termijn voor de uitvoering van de werken en voor de overmaking van het betalingsdossier aan de ingenieurs houtvesterijhoofden van de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingekort tot twee jaar, te rekenen van de datum van het ministerieel besluit tot toekenning van de toelage.

Om in aanmerking te komen voor een toelage wordt elk betalingsdossier uiterlijk op 31 mei 2006 ingediend bij de ingenieur houtvesterijhoofd van de afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu.

HOOFDSTUK IX. — *Ophettings- en slotbepalingen*

Art. 16. Het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen inzake bosbeleid aan de plaatselijke besturen wordt opgeheven.

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheden het Bosbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 september 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

Bijlage

TABEL - Gesubsidieerde loofboomsoorten

Naam		Aantal planten/are Min - Max
Elsbes	<i>Sorbus torminalis</i>	1-6
Zwarteels	<i>Alnus glutinosa</i>	10-20
Zachte berk	<i>Betula pubescens</i>	10-20
Ruwe berk	<i>Betula pendula</i>	10-20
Bitternoot	<i>Carya sp</i>	1-6
Haagbeuk	<i>Carpinus betulus</i>	10-25
Tamme kastanje	<i>Castanea sativa</i>	10-25
Zomereik	<i>Quercus robur</i>	10-25
Amerikaanse eik	<i>Quercus rubra</i>	10-25
Wintereik	<i>Quercus petraea</i>	10-25
Gewone esdoorn	<i>Acer pseudoplatanus</i>	10-20
Es	<i>Fraxinus excelsior</i>	10-20
Beuk	<i>Fagus sylvatica</i>	16-33
Zoete kers	<i>Prunus avium</i>	10-20
Noteboom	<i>Juglans regia</i>	1-6
Hybride noteboom	<i>Juglans intermedia</i>	1-6
Zwarte walnoot	<i>Juglans nigra</i>	1-6
Witte populier	<i>Populus alba</i>	2-7
Grauwe abeel	<i>Populus canescens</i>	2-7
Zwarte populier	<i>Populus nigra</i>	2-7

Naam		Aantal planten/are Min - Max
	—	—
Ratelpopulier	<i>Populus tremula</i>	2-7
Euramerikaanse populieren	<i>Populus euramericana</i>	1-2
Interamerikaanse populieren (1)	<i>Populus interamericana</i>	1-2
Gewone robinia	<i>Robinia pseudacacia</i>	10-20
Schietwilg	<i>Salix alba</i>	10-20
Lijsterbesseboom	<i>Sorbus aucuparia</i>	10-20
Reuzen levensboom	<i>Thuja plicata</i>	16-20
Grootbladige linde	<i>Tilia platyphyllos</i>	10-20
Kleinbladige linde	<i>Tilia cordata</i>	10-20
Tulpeboom	<i>Liriodendron tulipifera</i>	1-6
(1) <i>trichocarpa</i> inbegrepen		

TABEL - Gesubsidieerde naaldboomsoorten

Naam		Aantal— Planten/are Min - Max
	—	—
Groene douglas	<i>Pseudotsuga menziesii</i>	10-20
Fijnspar	<i>Picea abies</i>	10-20
Sitka spar	<i>Picea sitchensis</i>	10-20
Europese lork	<i>Larix decidua</i>	10-20
Japanse lork	<i>Larix kaempferi</i>	6-20
Hybride lork	<i>Larix eurolepis</i>	6-20
Koekelare den	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>nigra</i> var. <i>Koekelare</i>	16-25
Corsicaanse den	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>Laricio</i> var. <i>corsicana</i>	16-25
Zwarte Oostenrijkse den	<i>Pinus nigra</i> ssp. var. <i>Austriaca</i>	16-25
Gewone den	<i>Pinus sylvestris</i>	16-25
Reuzen zilverden	<i>Abies grandis</i>	10-20
Vancouverden	<i>Abies grandis</i>	10-20
Veredelde den	<i>Abies procera</i>	16-25
Zilverden	<i>Abies alba</i>	16-25
(Westerse) Helmock	<i>Tsuga heterophylla</i>	16-20

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 september 2002 tot toekenning van toelagen inzake bosbeleid aan publiekrechtelijke rechtspersonen.

Namen, 5 september 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART